

## *Pas d'Europe sans prospective*

DE L'UTILITÉ DES MISSIONS « IMPOSSIBLES »

Questions à Serge ANTOINE \*

*Entre deux réunions sur la prospective européenne \*\*, organisée l'une par le Zentrum Berlin für Zukunftsforschung à Berlin les 25 et 26 mars 1976 et l'autre par l'Association Internationale Futuribles à Arc-et-Senans du 15 au 18 septembre 1976, Serge Antoine répond ici à trois questions sur l'Europe et la prospective.*

*La première question porte sur le développement en Europe des « administrations de mission » et sur la nécessité de vaincre les rigides découpages disciplinaires classiques. La seconde a trait à la problématique du futur envisagée à travers les problèmes inter-disciplinaires actuels et en particulier celui de l'environnement. Enfin, l'auteur énonce dix conditions nécessaires au succès d'une prospective européenne valable.*

---

\* Serge ANTOINE, qui est membre du Conseil de l'Association Internationale Futuribles, est directeur de la revue « 2000 » et président de la Fondation C. N. Ledoux pour les réflexions sur le futur. Il est Secrétaire Général du Haut comité de l'environnement au ministère de la Qualité de la vie et initie des travaux de prospective sur la Méditerranée. Il vient d'être nommé membre du Conseil d'administration de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin).

\*\* Sur la prospective européenne, voir notamment dans les récents numéros de la revue *Futuribles* :

— L'Europe face au Futur par Emilio Fontela (N° 1-2, Hiver-printemps 75),

— La politique de l'environnement et l'avenir des relations entre l'Europe et le Tiers-Monde par Jean-Paul Ceron, Jean-Charles Hourcade et Michel Schiray (N° 4, Automne 75),

1. *En fait d'Europe unie, on parle le plus souvent de l'Europe par morceaux, de l'Europe découpée selon les éternels compartiments disciplinaires. Il s'agit ou de l'Europe de l'acier, ou de l'Europe de défense, mais presque jamais d'un réel projet global européen. Pensez-vous que l'Europe du pas à pas, qui s'attaque aux secteurs ou aux produits les uns après les autres, puisse réellement progresser ? Une approche plus volontaire par grands projets n'est-elle pas nécessaire ?*

On ne peut indéfiniment « curiacer » les questions les unes après les autres, les traiter l'une après l'autre.

Je me souviens que, dans les années 50, pour dessiner une coopération européenne, on avait hésité entre deux stratégies: construire l'Europe à partir des matières de base, le charbon, l'acier puis l'atome, les produits agricoles, etc. Jean Monnet avait opté pour cette voie qui a été et est encore largement celle de la communauté des neuf. C'était un bon départ.

Maurice Rotival, lui, en aménageur, avait préconisé la mise en commun d'un développement régional: la vallée du Rhin, sorte de Tennessee valley de l'unité européenne. Mission impossible. On récusait l'idée. Les structures administratives ou ministérielles préfèrent l'organisation « verticale » pour régir des domaines que l'on peut bien délimiter: la santé, les transports, le logement, la police, la marine marchande, etc.

Pourtant, dans bien des pays — et en particulier dans le nôtre — en plus de ces découpages fonctionnels, la société fait aujourd'hui naître des besoins et une sémantique que je qualifierai de « diagonale ». L'environnement, la qualité de la vie, l'aménagement du territoire, par exemple, sont des objectifs publics à vocation « diagonale ». Les administrations qui s'en occupent sont appelées des « administrations de mission ». L'objectif est presque désigné dans leur intitulé. Le pouvoir politique les adopte d'autant plus vite qu'ils couvrent, non des domaines, mais des objectifs de société.

Le ministère de la Qualité de la vie a succédé, en 1974 — avec une définition élargie — au ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement. Son titulaire, entre 1971 et 1974, M. Robert Poujade, a écrit une histoire qu'il a intitulée « Ministère de l'impossible » dont je recommande la lecture.

J'ai beaucoup donné de moi, dès 1967-68, à la naissance de ce ministère parce que j'ai senti qu'aux actions de la puissance publique que l'on peut qualifier de « verticales » ou spécialisées, il fallait ajouter des missions « impossibles », des missions « diagonales » comme celle-là. L'aménagement du terri-

toire, c'est-à-dire une stratégie de géographie volontaire, a longtemps été, dans mon pays, la seule et j'y avais consacré 10 années.

Aujourd'hui, de nombreux ministres, secrétaires d'Etat ou hauts fonctionnaires sont investis d'une mission « impossible »:

- le travail manuel,
- la consommation,
- la condition féminine,
- le littoral, etc.

Dans le monde mécanisé, compartimenté et hyperspécialisé qui est le nôtre, la collectivité cherche à répondre à des aspirations profondes, à des problèmes non satisfaits.

La « qualité de la vie », pour n'en prendre qu'une, est une dimension nouvelle de la vie politique et de la vie administrative; elle n'en est encore qu'à ses débuts mais, dans les différents pays que je visite régulièrement, elle prend une place de plus en plus importante. Bien sûr, cette préoccupation a d'autant plus de mal à se faire, comme on dit, « sa place au soleil », qu'elle doit être prise en compte par les structures existantes et assumée ou « internalisée » dans leur action; elle doit aussi être présente, à la fois au niveau national et au niveau régional ou local proche du citoyen et de l'habitat que l'on cherche à satisfaire. Je ne m'étendrai pas sur ces difficultés. Mais je crois le thème en voie d'être majeur et, je le pense, dominant en Europe, en tout cas bien avant l'échéance des 30 prochaines années.

2. *Les « impossibles » missions diagonales impliquent une réflexion fondamentale sur les projets de société. Ce faisant, ne s'accompagnent-elles pas parfois d'une mise en cause radicale des structures et des processus d'évolution et de ce fait d'une réflexion prospective inévitable ?*

Pas nécessairement. Je ne suis pas de ceux qui considèrent que la prospective doit se nourrir uniquement de globalités. Il faut démystifier la prospective et permettre, par exemple, à des petites et moyennes entreprises, d'en faire autant sur des thèmes restreints. A Arc-et-Senans, ma plus grande satisfaction sur 250 réunions et colloques qui s'y sont tenus en 5 ans, a été la séance de travail consacrée par le syndicat local des fromagers aux dimensions à long terme de leur production.

Ceci étant, l'approche plus globale, la « diagonale » parce qu'elle sous-tend une problématique ou une éthique, ne peut être valorisée que par la prospective à long terme. Il est des « diagonales » pour lesquelles la prédisposition est grande; la qualité de l'environnement, par exemple, est très liée à une vue à long terme des choses et des sociétés.

— La première raison, à mon avis, provient de ce que l'environnement et la qualité de la vie sont nés parce que les structures politiques et administratives

— Compte rendu du projet « Europe + 30 » par Lord Kennet (*Futuribles*, n° 4, Automne 75).

— Réponse à Lord Kennet par Peter Mettler (*Futuribles*, n° 6, Printemps 76).

— Prospective et Aménagement du Territoire en Europe par Jacques Durand (*Futuribles*, n° 7, Été 76).

avaient trop peu pris en compte ce que j'appelle « le pays des profondeurs » : celui de ses inquiétudes profondes, mais aussi celui de ses racines. Les sociétés rurales (et les sociétés qui ont suivi mais qui étaient encore proches d'elles) avaient un rythme millénaire : celui du « temps long » des grandes évolutions séculaires, des contrats de génération ; ce temps long qui explique aussi bien les paysages de l'Europe que les cathédrales du Moyen-âge que l'on a quelquefois mis 300 ans à construire. Les sociétés rurales charriaient avec elles, dans leurs superstructures politiques, ces dimensions longues que nos sociétés de l'éphémère, de l'événementiel et de la consommation ont tendance maintenant à éliminer. Les grandes respirations ne peuvent plus se faire aujourd'hui et nous devons nous contenter de celles, admirables, il est vrai, des médiateurs, des historiens comme Toynbee, Duby ou Leroy-Ladurie (dont les fresques rurales passionnent en ce moment beaucoup de citadins). Le « Cheval d'orgueil », récit d'un paysan perdu entre deux civilisations, s'est vendu à plus de 400 000 exemplaires je crois.

Or, nos sociétés de consommation rapide des choses, du temps, de l'espace, nos sociétés de macadam ont fini par entraîner des ruptures avec le milieu. Louis Armand — qui est mort il y a trois ans — et qui a été l'un de ceux à qui l'on doit la mise en place d'une politique de l'environnement en France et qui est aussi un des quatre grands de la prospective française contemporaine, a dit que l'environnement était moins né de la pollution que de cette rupture « de langage familial » entre la société et le milieu. « Il faut, disait-il, réapprendre la grammaire de nos relations individuelles avec la nature ».

La réintroduction du long terme et de la prospective est donc, à mes yeux, tout à fait parallèle et même intimement liée à la prise en compte des facteurs qualitatifs rejetés jusqu'alors de la scène politique. En est un signe, l'extraordinaire « complicité » qu'il y a eu entre les hommes de la prospective et ceux qui se sont efforcés de faire émerger des dimensions qualitatives. Bertrand de Jouvenel est de ceux-là qu'il faut saluer aujourd'hui à la fois comme l'un des grands lanceurs de prospective et comme l'un des tout premiers à nous avoir fait découvrir cette autre économie politique qui commence seulement à naître : celle des « aménités ».

— La deuxième raison, qui explique les rapports étroits entre la prospective à long terme et la politique de la qualité de l'environnement, provient de ce que les données mêmes du milieu de vie et du cadre de vie sont des données longues.

Si nous pensons aux milieux, à l'eau ou à la forêt, par exemple, nous savons bien qu'ils impliquent pour leurs changements, volontaires ou involontaires, des périodes qui sont assez longues. L'eau de la Méditerranée, sur laquelle la France travaille en ce moment avec dix-sept autres pays de cette mer internationale à l'horizon des 50 prochaines années dans un projet de prospective

que j'appellerai volontiers « Méditerranée + 50 » et que l'on qualifie officiellement de « Plan Bleu », se renouvelle tous les 80 ans ; celle de la mer Noire, tous les 250 ans.

Quant aux forêts que l'on abat, on sait toute la lenteur qu'il faut pour reconstituer le tapis végétal. Je n'ai pas vu de meilleure pédagogie prospective que celle de l'Office national des forêts qui, dans les zones urbaines boisées qu'il a dû élaguer et que les citadins sont pressés de voir reverdir, affiche, en grands écriteaux : « Ici semis de plantations en 1976 : milieu végétal reconstitué en 1985, forêt normale en 2070 ». N'est-ce pas Napoléon qui avait adressé au corps des forestiers une circulaire pour qu'ils prennent en considération, pour les plantations nouvelles, l'usage que l'on fera du bois un siècle après ?

Et si l'on se réfère au cadre de vie, les rythmes sont-ils plus rapides dans les milieux artificiels ? Alfred de Musset ne disait-il pas, en 1834 déjà : « Nous ne vivons que de restes : notre société n'a pas réussi à imprimer aux villes la marque de notre temps ». Nous savons ce que la prospective urbaine en France doit à Paul Delouvrier qui, en 1965, a été l'un des premiers « décideurs » à parler publiquement de l'horizon 2000 ou 2020 à propos de la Région parisienne dont il avait la charge, même si l'on pouvait contester l'ambition chiffrée de ses prévisions de population.

La prospective à long terme et la prise de conscience de l'environnement que j'ai prises comme exemple de « diagonale » ont donc vocation à être étroitement liées. Mais cela n'est pas automatique et il faut même un bon humus pour que pousse la fleur :

1. D'abord une politique de l'environnement se doit de promouvoir des recherches sur le long terme. Il est indispensable, non seulement d'effectuer des recherches sur la pollution et de recenser les moyens d'y remédier, mais il faut passer du temps à une recherche sur la recherche pour dégager les tendances à long terme qui résultent de l'évolution constatée et calculer les conséquences en chaîne ; mesurer les futurs possibles ; envisager les accidents, les conséquences de politiques plus ou moins dures de l'anti-pollution ; examiner les résultats d'une croissance économique moins forte ou ceux d'une « autre croissance ».

Il est essentiel que les chercheurs consacrent du temps à nous prévenir des situations probables dans divers cas de figure et déterminent notamment les phénomènes irréversibles : « les points de non retour » (1) ou les durées longues

(1) Le Centre international de réflexions sur le futur d'Arc-et-Senans a accueilli, au cours des dernières années, des rencontres de travail intéressantes, sur ce thème de l'« irréversible ». Par exemple, Pugwash, ou encore deux réunions sur les espèces végétales en voie de disparition en 1973 et 1975. Il y a un an, dans le cadre de l'année européenne du patrimoine architectural, on a réfléchi à la conservation architecturale de longue durée.

de récupération; par exemple, les 250 ans qu'il faudrait pour récupérer certains grands lacs américains ou la Baltique.

2. En second lieu, la politique de l'environnement et de la qualité de la vie n'a pas de meilleurs auxiliaires que la conscience et la mentalité des hommes dont les réflexes de survie sont — je me range dans les « optimistes » — assez grands mais que l'on ne mobilise pas assez. Les faits porteurs d'avenir et les risques, l'opinion commence à les connaître (le Club de Rome a eu un grand rôle de vulgarisation — à la fois prospective et environnementale — à cet égard).

Or, que constatons-nous? Non une démobilisation ou même une attitude défensive de « croissance zéro », mais une approche beaucoup plus profonde et durable qui tend à promouvoir une gestion de ressources « en bon père de famille » ou à susciter une lutte contre les « gaspillages ». Des pays vont chercher des pistes de l'« éco-développement » et s'efforcer d'échafauder une nouvelle économie politique. Le rapport d'un groupe sur l'antigaspiillage (2) que j'ai contribué à mettre en place en 1973-1974 a eu, je le pense, un retentissement en profondeur assez grand et annonce des changements à long terme.

3. La troisième et dernière chose que je voudrais vous dire sur la relation qui devrait se développer entre les « diagonales » et la prospective, c'est que l'espace et le temps sont des dimensions de référence conjointes, pour la prospective sociale à long terme et pour de nombreuses diagonales. La prospective à long terme réunit par exemple, environneurs et aménageurs. Sur le temps long, seule une stratégie géographique de la qualité peut être suffisamment puissante pour valider l'aménagement du territoire; je l'ai dit en Allemagne fédérale, lors du Colloque sur « la qualité de la vie et l'avenir » organisé par les syndicats I. G. Metall à Oberhausen, en 1972.

Pardonnez-moi le jeu de mot, mais il exprime ce que je sens: « le ménagement des ressources » passe par un bon « management du territoire ». Je le dis parce que je crois que, comme l'eau ou l'air et, peut-être plus encore, l'espace est une denrée rare. De grands savants, d'un pays pourtant vaste, l'URSS, le rappellent souvent avec raison.

Je le dis aussi parce que, dans notre société, encombrée de messages et de tentations, on risque après la sagesse paysanne des millénaires, de faire n'im-

porte quoi. La modification « volontaire » des climats devient un réel problème international. Et comment en serait-il autrement lorsqu'on voit de plus en plus de « décideurs » se lancer dans n'importe quelle aventure sans réfléchir à ses conséquences et se lancer comme le roi de Courtelande d'Audiberti:

« Vous avez plein de marécages n'est-ce pas ?

« Eh bien, qui nous empêche de planter dedans d'énormes tuyaux de fer-blanc, je dis bien de fer-blanc, comme le fer-blanc des gouttières, afin de rassembler toute l'eau dans une vallée et que, de là, elle se rende dans les fleuves. Sur les marécages, le blé poussera. L'Angleterre n'en produit guère, elle nous en prendra 15 bateaux par an! »

Avec une nouvelle sagesse de la maîtrise de la géographie en devenir et une grande attention aux cycles et au temps longs, nos sociétés européennes sont capables de se sauver. Et de retrouver aussi le sens de leur histoire. Sans elle, je crains le pire.

Soyez polis, disait Prévert, avec la terre et le soleil (3).

3. *Le développement des missions diagonales et de la prospective est-il de nature à donner à l'Europe une nouvelle chance ?*

Dans l'histoire des peuples, les chances n'existent pas, elles se prennent. Il est vrai que le moment est plus propice qu'il y a 10 ans. Mais pour qu'une vue à long terme de l'Europe se dessine valablement, de nombreuses conditions doivent être réunies. A mon avis, au moins une dizaine de conditions sont nécessaires.

1. Il faut que l'Europe investisse sérieusement dans la recherche prospective. On ne peut pas simplement parler de prospective: il faut en faire! Cela coûte du temps, des hommes, de l'argent. L'effort ne représente que quelques centimètres d'autoroutes et pourtant l'on entend trop souvent dire: « nous sommes en crise, jouons sur le présent sans nous occuper des surlendemain ».

2. Il faut que la recherche prospective soit délibérément ouverte sur la réflexion qualitative et les choix de société. L'Europe a terriblement besoin d'une recherche des finalités: « dis-moi ce que tu veux être et je te dirai qui tu es ». L'Europe, aseptisée par la technocratie et la réglementation, a besoin d'une grande bouffée de vie. J'ai parlé de tout ceci, il y a quelques semaines, avec Ingelstam et Backstrand qui, en Suède, auprès d'Olof Palme, s'efforcent

(2) Groupe qui, en un an, après la crise du Kippour, a préparé un rapport sur une nouvelle conception de la politique économique axée sur une définition plus qualitative des ressources et de l'environnement. Il a été préparé par: MM. Claude GRUSON, Serge ANTOINE, Jacques ATTALI, Pierre CHASSANDE, Paul CORNIÈRE, Jean COUTURE, Alain COUZY, Bernard DELAPALME, Jacques DUMONTIER (†), Claude GUILLEMIN, Eric JABOUILLE-LASALLE, Pierre LAFITTE, Mme Patricia DE LASTEYRIE, Edmond LISLE, Dominique MOYEN, Ignacy SACHS, Jean-François SAGLIO.

(3) « Soyez polis.

Il faut être aussi très poli avec la terre et avec le soleil; il faut les remercier pour la chaleur, pour les fruits, pour tout ce qui est bon à manger, pour tout ce qui est beau à regarder, à toucher, il faut le remercier. Il ne faut pas les embêter, les critiquer; ils savent ce qu'ils ont à faire, le soleil et la terre; alors, il faut les laisser faire, ou ils sont capables de se fâcher; et puis après, on est changé en courge, en melon d'eau ou en pierre à briquet et on est bien avancé... »

précisément, avec leur Secrétariat d'études sur le futur, de déclencher une « prospective participative » (ce que l'on appelle là-bas, les 3 « p » : le processus de participation prospective) (4).

Pour engager la prospective européenne dans cette voie, plusieurs chemins sont possibles (5). Je n'ai pas le temps de développer ici mais j'insisterai simplement, après Robert Jungk, sur l'importance de l'éducation. Celle-ci doit développer l'approche prospective. Elle ne le fait pas suffisamment aujourd'hui et la littérature pour enfants, par exemple, (scolaire ou non scolaire) introduit mal la dimension de l'avenir. L'analyse que nous avons pu en faire en 1973, entre Européens, à Arc-et-Senans (6) fait apparaître trop de « futur-fuite » : la technologie (spatiale, par exemple) victorieuse, la nature rassurante (les animaux sages), la science fiction au rabais (« fais-moi peur »)... Il y aurait beaucoup à dire sur le processus éducatif à repenser sous cet angle. L'apprentissage du temps long (plus difficile à percevoir que l'espace pour l'enfant), la non-rupture entre l'histoire et l'avenir, la diffusion des non-connaissances (alors que l'Education veut être trop systématiquement la « diffusion des connaissances ») l'apprentissage d'une situation où il y a des inconnues, l'exercice des responsabilités et des choix (rejet du futur divinatoire).

3. Il faut que la recherche prospective européenne amplifie les choix et que les sociétés s'approprient leur avenir. Elles sont aujourd'hui malades de ne pas formuler de projets.

C'est dire aussi que la recherche doit favoriser les innovations et les expérimentations sociales. Coupée du présent, la prospective est un alibi et une fuite. Elle doit aider à mieux comprendre le présent et aussi à avancer. C'est dire que la prospective européenne doit entraîner nos sociétés à être plus expérimentales. Nous souffrons aujourd'hui de ce que la « futurologie » (qui n'est pas la prospective) ait produit plus de modèles de contraintes et de stéréotypes que de recherche de libertés, de « futuribles ».

4. Il faut que la recherche prospective soit décentralisée et, mieux encore, décentralisatrice. La prospective ne s'organise pas; elle se cultive. Elle ne gagnera pas à voir une « Rand » européenne artificielle monopoliser la recherche prospective dans une tour d'ivoire. La prospective pour réussir — comme l'environnement d'ailleurs — doit être internalisée. Elle doit tra-

(4) Voir à cet égard le n° 7 de la revue *Futuribles* qui est principalement consacré à la « démocratie prospective » (avec Alvin TOFFLER, Peter C. DIENEL, David E. APTER, Robert JUNGK, etc.).

(5) Le Président de la République française a souhaité en 1977, la venue en France, d'assises de la qualité de la vie.

(6) Colloque organisé par la « Joie par les livres ».

vailler et faire travailler des équipes existantes et tisser un véritable réseau de forces vives.

5. La décentralisation doit être entendue au sens territorial notamment et il serait bon que se développent les exercices régionalisés de prospective (en 1973 en Bavière, je crois, a eu lieu un exercice de ce genre; en 1976, la région de Franche-Comté a entrepris un examen de son avenir dans le cadre européen lors de 3 jours de travail à Arc-et-Senans).

Cette décentralisation doit soigneusement relier les études aux responsables politiques, économiques et sociaux. En ce sens, l'institut de l'environnement que préside M. Edgar Faure et qui doit se mettre en place à Bonn, a un rôle important de médiateur et peut faciliter la rencontre, par exemple, entre élus et associations.

6. La recherche européenne a, devant elle, un très grand champ d'analyse. Il faut qu'elle soit globale mais elle trouvera toute sa force en s'attachant à ce qui est dans l'ombre, c'est-à-dire aux relations, aux interfaces. Notre société compartimentée a déjà secrété des prévisions spécialisées en trop grand nombre. Mais elle découpe l'avenir comme un poulet avec un sécateur. Il faut le faire à la main.

7. L'analyse des constantes est également très importante: par exemple, celle de la nature humaine. René Dubos, insiste beaucoup sur le fait que l'homme est très malléable et qu'il peut s'adapter à presque tout; mais doit-il le faire? et dans quelles limites?

8. Des recherches sur l'environnement, je tire le sentiment qu'il faut se préoccuper, parmi les changements possibles, de ceux qui sont irréversibles. Les points de non-retour doivent être, par priorité, analysés de suite.

9. Parmi les points qui me paraissent essentiels à faire entrer dans une prospective européenne, figurent ceux qui intéressent le domaine patrimonial qui est « res nullius »: les océans, le milieu végétal, les espèces animales, la haute atmosphère.

10. Il est enfin essentiel — mais ceci est évident de toute prospective, territoriale ou autre, qu'elle soit largement ouverte. Une prospective de l'Europe qui ne serait pas ouverte sur celle du monde en développement n'a pas de sens. Je l'ai dit dans l'édition française du premier rapport du Club de Rome.

Mieux vaudrait ne pas se lancer dans la prospective en Europe que d'ignorer les chemins Nord-Sud.